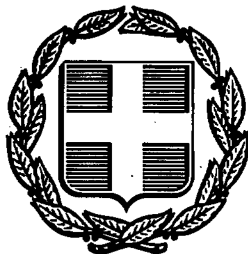


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 1 ΙΟΥΝΙΟΥ 1989	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 141

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1855

Κύρωση διεθνούς σύμβασης εργασίας υπ' αριθμ. 141/1975 «για τις οργανώσεις των γεωργικών εργατών και το ρόλο τους στην οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η διεθνής σύμβαση εργασίας υπ' αριθμ. 142 «για το ρόλο του επαγγελματικού προσανατολισμού και της εκπαίδευσης στην αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού», που ψηφίστηκε, κατά την εξηκοστή σύνοδο της Γενικής Συνδιάσκεψης της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, στη Γενεύη, στις 23 Ιουνίου 1975, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Convention 141

CONVENTION CONCERNANT LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS RURAUX ET LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'adminisration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1975, en sa soixantième session ;

Reconnaissant qu'en raison de leur importance dans le monde il est urgent d'associer les travailleurs ruraux aux tâches du développement économique et social pour améliorer de façon durable et efficace leurs conditions de travail et de vie ;

Notant que, dans de nombreux pays du monde et tout particulièrement dans ceux en voie de développement, la terre est utilisée de manière très insuffisante et la main-d'oeuvre très largement sous-employée, et que ces faits exigent que les travailleurs ruraux soient encouragés à développer des organisations libres, viables et capables de protéger et défendre les intérêts de leurs membres et d'assurer leur contribution effective au développement économique et social ;

Considérant que l'existence de telles organisations peut et doit contribuer à atténuer la pénurie persistante de denrées alimentaires dans plusieurs parties du monde ;

Reconnaissant que la réforme agraire est, dans un grand nombre de pays en voie de développement, un facteur essentiel à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs ruraux et qu'en conséquence les organisations de ces travailleurs devraient coopérer et participer activement au processus de cette réforme ;

Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes—en particulier la convention sur le droit d'association (agriculture), 1921, la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention sur le droit d'organisation, et de négociation collective, 1949—qui affirment le droit de tous les travailleurs, y compris les travailleurs ruraux, d'établir des organisations libres et indépendantes, ainsi que les dispositions de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail applicables aux travailleurs ruraux qui demandent notamment que les organisations de travailleurs participent à leur application ;

Notant que les Nations Unies et les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, portent toutes un intérêt à la réforme agraire et au développement rural ;

Notant que les normes suivantes ont été élaborées en coopération avec l'Organisation des Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture et que, pour éviter les doubles emplois, la coopération avec cette organisation et les Nations Unies se poursuivra en vue de promouvoir et d'assurer l'application de ces normes ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux organisations de travailleurs ruraux et à leur rôle dans le développement économique et social, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt - troisième jour de juin mil neuf cent soixante - quinze, la convention ci - après, qui sera dénommée Convention sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 :

Article 1

La présente convention s'applique à tous les types d'organisations de travailleurs ruraux, y compris les organisations qui ne se limitent pas à ces travailleurs mais qui les repésentent.

Article 2

1. Aux fins de la présente convention, les termes «travailleurs ruraux» désignent toutes personnes exerçant, dans les régions rurales, une occupation agricole, artisanale ou autre, assimilée ou connexe, qu'il s'agisse de salariés ou, sous réserve du paragraphe 2 du présent article, de personnes travaillant à leur propre compte, par exemple les fermiers, métayers et petits propriétaires exploitants.

2. La présente convention ne s'applique qu'à ceux des fermiers, métayers ou petits propriétaires exploitants dont la principale source de revenu est l'agriculture et qui travaillent la terre eux - mêmes avec la seule aide de leur famille ou en recourant à des tiers à titre purement occasionnel et qui :

a) n'emploient pas de façon permanente de la main - d'oeuvre, ou

b) n'emploient pas une main - d'oeuvre saisonnière nombreuse, ou

c) ne font pas cultiver leurs terres par des métayers ou des fermiers.

Article 3

1. Touts les catégories de travailleurs ruraux, qu'il s'agisse de salariés ou de personnes travaillant à leur propre compte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières.

2. Les pricnipes de la liberté syndicale devront être respectés pleinement ; les organisations de travailleurs ruraux devront être indépendantes et établies sur une base volontaire et ne devront être soumises à aucune ingérence, contrainte ou mesure répressive.

3. L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs ruraux ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par le présent article, les travailleurs ruraux et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité.

5. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par le présent article.

Article 4

L'un des objectifs de la politique nationale de développement rural devra être de faciliter la constitution et le développement, sur une base volontaire, d'organisations de travailleurs ruraux, fortes et indépendantes, comme moyen efficace d'assurer que ces travailleurs, sans discrimination — au sens de la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 —, participent au développement économique et social et bénéficient des avantages qui en découlent.

Article 5

1. Pour permettre aux organisations de travailleurs ruraux de jouer leur rôle dans le développement économique et social, tout Membre qui ratifie la présente convention devra adopter et appliquer une politique visant à encourager ces organisations, notamment en vue d'éliminer les obstacles qui s'opposent à leur constitution, à leur développement et à l'exercice de leurs activités licites, ainsi que les discriminations d'ordre législatif et adminstratif dont les organisations de travailleurs ruraux et leurs membres pourraient faire l'objet.

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra s'assurer que la législation nationale ne fait pas obstacle, compte tenu des conditions propres au secteur rural, à la constitution et au développement d'organisations de travailleurs ruraux.

Article 6

Des mesures devront être prises afin de promouvoir la plus large compréhension possible de la nécessité de développer les organisations de travailleurs ruraux et la contribution qu'elles peuvent apporter à une amélioration des possibilités d'emploi et des conditions générales de travail et de vie dans les régions rurales ainsi qu'à l'accroissement et à une meilleure répartition du revenu national.

Article 7

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une

année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte de Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 141
ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΡΓΑΝΩΣΕΙΣ ΤΩΝ ΓΕΩΡΓΙΚΩΝ ΕΡΓΑΤΩΝ ΚΑΙ ΤΟ ΡΟΛΟ ΤΟΥΣ ΣΤΗΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΑΝΑΠΤΥΞΗ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί στις 4 Ιουνίου 1975 στην εξηκοστή σύνοδό της.

Αφού αναγνώρισε ότι εξαιτίας της σημασίας των γεωργικών εργατών στον κόσμο γίνεται επιτακτική η συμμετοχή τους στις δραστηριότητες της κοινωνικής και οικονομικής ανάπτυξης, για να βελτιωθούν οι συνθήκες εργασίας και διαβίωσής τους με τρόπο μόνιμο και αποτελεσματικό.

Αφού σημείωσε, ότι, σε πολλές χώρες του κόσμου και ειδικότερα στις αναπτυσσόμενες, η γη χρησιμοποιείται με τρόπο ανεπαρκέστατο και το εργατικό δυναμικό υποαπασχολείται σε μεγάλη κλίμακα και ότι το γεγονός αυτό απαιτεί να ενθαρρύνονται οι γεωργικοί εργάτες για να αναπτύξουν οργανώσεις, ελεύθερες, βιώσιμες και ικανές να προστατεύουν και προασπίζουν τα συμφέροντα των μελών τους και να διασφαλίζουν την αποτελεσματική τους συμβολή στην οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη.

Αφού έκρινε ότι η ύπαρξη τέτοιων οργανώσεων μπορεί και πρέπει να συμβάλλει στη μείωση της επίμονα συνεχιζόμενης έλλειψης ειδών διατροφής, σε πολλές περιοχές του κόσμου.

Αφού αναγνώρισε ότι η γεωργική μεταρρύθμιση είναι, σε πολλές από τις αναπτυσσόμενες χώρες, από τους κύριους παράγοντες βελτίωσης των συνθηκών εργασίας και διαβίωσης των γεωργικών εργατών και κατά συνέπεια οι οργανώσεις αυτών των εργαζομένων θα πρέπει να συνεργάζονται και να συμμετέχουν ενεργά στη διαδικασία αυτής της μεταρρύθμισης.

Αφού υπενθύμισε τους όρους των διεθνών συμβάσεων και συστάσεων εργασίας, που υπάρχουν - ιδιαίτερα τη σύμβαση του 1921 «για το δικαίωμα του συνεταιρίζεσθαι» (γεωργία), τη σύμβαση του 1948 «για τη συνδικαλιστική ελευθερία και προστασία του συνδικαλιστικού δικαιώματος» και τη σύμβαση του 1949 «για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης» - που επιβεβαιώνουν το δικαίωμα όλων των εργαζομένων, καθώς και των γεωργικών εργατών, να συστήσουν ελεύθερες και ανεξάρτητες οργανώσεις, όπως επίσης τις διατάξεις πολλών διεθνών συμβάσεων και συστάσεων εργασίας, που εφαρμόζονται στους γεωργικούς εργάτες, οι οποίες απαιτούν κυρίως να συμμετέχουν οι εργατικές οργανώσεις στην εφαρμογή τους.

Αφού σημείωσε ότι τα Ηνωμένα Έθνη και οι εξειδικευμένοι Οργανισμοί, ιδιαίτερα δε η Διεθνής Οργάνωση Εργασίας και η Οργάνωση των Ηνωμένων Εθνών για τη διατροφή και τη γεωργία, δείχνουν όλοι ενδιαφέρον για τη γεωργική μεταρρύθμιση και την αγροτική ανάπτυξη.

Αφού σημείωσε ότι οι παρακάτω κανόνες έχουν γίνει σε συνεργασία με την Οργάνωση των Ηνωμένων Εθνών για τη διατροφή και τη γεωργία και ότι για να αποφευχθεί η διπλή απασχόληση, η συνεργασία με αυτήν την οργάνωση και τα Ηνωμένα Έθνη θα συνεχισθεί για την προαγωγή και τη διασφάλιση της εφαρμογής αυτών των κανόνων.

Αφού αποφάσισε να αποδεχθεί διάφορες προτάσεις σχετικές με τις οργανώσεις των γεωργικών εργατών και το ρόλο τους στην οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη, ζήτημα που αποτελεί το τέταρτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου.

Αφού αποφάσισε ότι οι προτάσεις αυτές θα πάρουν τη μορφή διεθνούς σύμβασης.

Αποδέχεται σήμερα, 23 Ιουνίου 1975, την παρακάτω σύμβαση που θα αναφέρεται ως Σύμβαση για τις οργανώσεις των γεωργικών εργατών, 1975.

Άρθρο 1

Αυτή η σύμβαση εφαρμόζεται σε όλους τους τύπους των οργανώσεων των γεωργικών εργατών, καθώς και στις οργανώσεις οι οποίες δεν περιορίζονται σ' αυτούς τους εργαζόμενους, αλλά τους αντιπροσωπεύουν.

Άρθρο 2

1. Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης, ο όρος «γεωργικοί εργάτες» σημαίνει κάθε πρόσωπο, που ασκεί στις αγροτικές περιοχές γεωργική, βιοτεχνική ή άλλη παρεμφερή ή συναφή απασχόληση, είτε πρόκειται για μισθωτό είτε, με την επιφύλαξη της παραγράφου 2 αυτού του άρθρου, για πρόσωπο που εργάζεται για δικό του λογαριασμό π.χ. οι κτηματίες, οι επίμορτοι αγρολήπτες και οι μικροϊδιοκτήτες καλλιεργητές.

2. Αυτή η σύμβαση εφαρμόζεται μόνο σε εκείνους τους κτηματίες, επίμορτους αγρολήπτες και μικροϊδιοκτήτες καλλιεργητές, των οποίων η κύρια πηγή εισοδήματος είναι η γεωργία και οι οποίοι καλλιεργούν τη γη οι ίδιοι με τη βοήθεια μόνο της οικογένειάς τους ή προσφεύγουν στην ευκαιριακή εργασία τρίτων και:

α) δεν απασχολούν μόνιμο εργατικό δυναμικό ή

β) δεν απασχολούν πολυάριθμο εποχιακό εργατικό δυναμικό ή

γ) δεν καλλιεργούν τη γη τους με τους επίμορτους αγρολήπτες ή τους κτηματίες.

Άρθρο 3

1. Όλες οι κατηγορίες των γεωργικών εργατών, είτε πρόκειται για μισθωτούς ή για πρόσωπα εργαζόμενα για δικό τους λογαριασμό, έχουν το δικαίωμα, χωρίς προηγούμενη άδεια, να συστήσουν οργανώσεις της εκλογής τους και να υπάγονται σ' αυτές με τη μόνη προϋπόθεση ότι θα συμμορφώνονται με τα καταστατικά τους.

2. Οι αρχές της συνδικαλιστικής ελευθερίας θα πρέπει να τηρούνται στο σύνολό τους. Οι οργανώσεις των γεωργικών εργατών θα πρέπει να είναι ανεξάρτητες, να συστήνονται προαιρετικά και να μην υπόκεινται σε παρέμβαση, εξαναγκασμό ή μέτρα καταπίεσης.

3. Η απόκτηση της νομικής προσωπικότητας από τις οργανώσεις των γεωργικών εργατών δεν μπορεί να εξαρτάται από προϋποθέσεις τέτοιας φύσης που μπορεί να προσβάλλει την εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 1 και 2 του άρθρου αυτού.

4. Κατά την άσκηση των δικαιωμάτων, που τους αναγνωρίζονται με το άρθρο αυτό, οι γεωργικοί εργάτες και οι αντίστοιχες οργανώσεις τους είναι υποχρεωμένες, όπως ακριβώς και τα υπόλοιπα πρόσωπα και οι οργανωμένες ομάδες, να σέβονται τη νομιμότητα.

5. Η εθνική νομοθεσία δεν πρέπει να θίγει ούτε να εφαρμόζεται με τρόπο που θα θίγει τις εγγυήσεις, που προβλέπονται από το άρθρο αυτό.

Άρθρο 4

Ένας από τους σκοπούς της εθνικής πολιτικής της γεωργικής ανάπτυξης είναι η διευκόλυνση της σύστασης και ανάπτυξης, σε εθελοντική βάση, ισχυρών και ανεξάρτητων οργανώσεων των γεωργικών εργατών, σαν ένα αποτελεσματικό μέσο για να εξασφαλίζεται ότι οι εργαζόμενοι θα συμμετέχουν αδιακρίτως, σύμφωνα με τη σύμβαση για τη διάκριση (απασχόληση και επάγγελμα), 1958, στην οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη και θα απολαμβάνουν τα πλεονεκτήματα, που απορρέουν από αυτή.

Άρθρο 5

1. Για να επιτρέπεται στις οργανώσεις των γεωργικών εργατών να διαδραματίζουν το ρόλο τους στην οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη, κάθε μέλος, που επικυρώνει αυτήν τη σύμβαση, θα πρέπει να υιοθετεί και να εφαρμόζει μια πολιτική, που να αποσκοπεί στην ενθάρρυνση αυτών των οργανώσεων, κυρίως με σκοπό να εξαλειφθούν τα εμπόδια που βρίσκονται αντιμέτωπα με τη σύστασή τους, στην ανάπτυξή τους και στην άσκηση των νόμιμων δραστηριοτήτων τους, όπως επίσης και τις διακρίσεις νομοθετικής και διοικητικής τάξης, αντικείμενα των οποίων θα μπορούσαν να αποτελέσουν οι οργανώσεις των γεωργικών εργατών, όπως και τα μέλη τους.

2. Κάθε Μέλος, που επικυρώνει αυτήν τη σύμβαση, πρέπει να εξασφαλίζει ότι η εθνική νομοθεσία δεν αποτελεί εμπόδιο, έχοντας υπόψη τις ειδικές συνθήκες, που αναφέρονται στο γεωργικό τομέα, στη σύσταση και ανάπτυξη των οργανώσεων των γεωργικών εργατών.

Άρθρο 6

Θα πρέπει να λαμβάνονται μέτρα για να προάγεται η όσο το δυνατό μεγαλύτερη κατανόηση της ανάγκης ανάπτυξης των οργανώσεων των γεωργικών εργατών και η συμβολή τους στη βελτίωση των δυνατοτήτων απασχόλησης και των γενικών συνθηκών ζωής και εργασίας στις αγροτικές περιοχές, όπως και στην αύξηση και την καλύτερη κατανομή του εθνικού εισοδήματος.

Άρθρο 7

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Άρθρο 8

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που την επικύρωσή τους θα έχει καταχωρίσει ο Γενικός Διευθυντής.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση από το Γενικό Διευθυντή των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτό.

Άρθρο 9

1. Κάθε Μέλος, που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση, θα μπορεί να την καταγγείλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα ετών, από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται για καταχώριση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας.

Η καταγγελία θα ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος, που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση και που δεν έχει το δικαίωμα καταγγελίας, που προβλέπεται σ' αυτό το άρθρο, μέσα σε ένα χρόνο από τη λήξη της δεκαετίας, που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, θα δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και στη συνέχεια θα μπορεί να καταγγέλλει αυτή τη σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

Άρθρο 10

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί στα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών, που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις, που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισημαίνει στα Μέλη της Οργάνωσης την ημερομηνία, από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η σύμβαση αυτή.

Άρθρο 11

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις κκαταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει, σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 12

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση, πάνω στην εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει, αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 13

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά τη σύμβαση αυτήν και εφ' όσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) Η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, και ανεξάρτητα από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 9, την άμεση καταγγελία αυτής της σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση.

β) Από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτή τη σύμβαση.

2. Η σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ, με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της, για τα Μέλη εκείνα, που την έχουν επικυρώσει και δεν θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 14

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι εξ ίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς αυτού του νόμου, καθώς και της διεθνούς σύμβασης που κυρώνεται μ'αυτόν, αρχίζει σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 8 της σύμβασης.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 31 Μαΐου 1989

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΗΣ ΠΟΤΤΑΚΗΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 1 Ιουνίου 1989

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΙΑΝΝΗΣ ΣΚΟΥΛΑΡΙΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1856

Κύρωση διεθνούς σύμβασης εργασίας υπ' αριθμ. 142 «για το ρόλο του επαγγελματικού προσανατολισμού και της εκπαίδευσης στην αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η διεθνής σύμβαση εργασίας υπ' αριθμ. 142 «για το ρόλο του επαγγελματικού προσανατολισμού και της εκπαίδευσης στην αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού», που ψηφίστηκε, κατά την εξηκοστή σύνοδο της Γενικής Συνδιάσκεψης της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, στη Γενεύη, στις 23 Ιουνίου 1975, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION 142

Convention Concernant le Rôle de l'Orientation et de la Formation Professionnelles dans la Mise en Valeur des Ressources Humaines.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 Juin 1975, en sa soixantième session:

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la mise en valeur des ressources humaines: orientation et formation professionnelles, quesfion qui contitue le sixième point â l'ordre du jour de la session:

Après avoir décidé que cés propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quinze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la mise en valeur des ressources humaines 1975 :

Article 1

1. Chaque Membre devra adopter et développer des politiques et des programmes complets et concertés d'orientation et de formation professionnelles en établissant, en particulier grâce aux services publics de l'eploi, une relation étroite entre l'orientation et la formation professionnelles et l'emploi.

2. Ces politiques et ces programmes devront tenir compte:

a) des besoins, possibilités et problèmes en matière d'emploi aux niveaux tant régionaux que nationaux;

b) du stade et du niveau du développement économique, social et culturel;

c) des rapports existant entre les objectifs de mise en valeur des ressources humaines et les autres objectifs économiques, sociaux et culturels.

3. Ces politiques et ces programmes seront appliqués par des méthodes adaptés aux conditions nationales.

4. Ces politiques et ces programmes devront viser à améliorer la capacité de l'individu de comprendre le milieu de travail et l'environnement social et d'influer sur seux-ci, individuellement et collectivement.

5. Ces politiques et ces programmes devront encourager et aider toutes personnes, sur un pied d'égalité et sans discrimination aucune, à développer et à utiutilisr leures aptitudes professionnelles dans leur propre interét et conformément à leurs aspirations, tout en tenant compte des besoins de la société.

Article 2

En vue d'atteindre les objectifs indiqués ci-dessus, chaque Membre devra élaborer et perfectionner des systèmes ouverts, souples et complémentaires d'enseignement général, technique et professionnel, d'orientation scolaire et professionnelle et de formation professionnelle, que ces activités se déroulent a l'intérieur ou hors du système scolaire.

Article 3

1. Chaque Membre devra étendre progressivement

ses systèmes d'orientation professionnelle et ses systèmes d'information continue sur l'emploi, en vue d'assurer une information complète et une orientation aussi large que possible aux enfants, aux adolescents et aux adultes, y compris, par des programmes appropriés aux personnes handicapées.

2. Cette information et cette orientation devront couvrir le choix d'une profession, la formation professionnelle et les possibilités d'éducation s'y rapportant, la situation de l'emploi et les perspectives d'emploi, les possibilités de Promotion, les conditions de travail la sécurité et l'hygiène du travail et d'aitres aspects, de la vie active dans les divers secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle et à tous les niveaux de responsabilité.

3. Cette information et cette orientation devront être complétées par une information sur les aspects généraux des conventions collectives et des droits et obligations de toutes les parties intéressées selon la législation du travail; cette dernière information devra être fournie conformément à la loi et à la pratique nationales en tenant compte des fonctions et des tâches respectives des organisations de travailleurs et d'employeurs intéressées.

Article 4

Chaque Membre devra progressivement étendre, adapter et harmoniser ses divers systèmes de formation professionnelle pour repondre aux besoins des adolescents et des adultes, tout au long de leur vie, dans tous les secteurs de l'économie, dans toutes les branches de activité économique et à tous les niveaux de qualification professionnelle et de responsabilité.

Article 5

Les politiques et les programmes d'orientation et de formation professionnelles seront élaborés et appliqués en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et, le cas échéant, conformément à la loi et à la pratique nationales, avec d'autres organismes intéressés.

Article 6

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 7

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 8

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 9

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toute les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 10

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de lé Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 11

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 12

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 8 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas le convention portant révision.

Article 13

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 142

ΓΙΑ ΤΟ ΡΟΛΟ ΤΟΥ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΟΥ ΠΡΟΣΑΝΑΤΟΛΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΤΗΣ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗΣ ΣΤΗΝ ΑΞΙΟΠΟΙΗΣΗ ΤΟΥ ΑΝΘΡΩΠΙΝΟΥ ΔΥΝΑΜΙΚΟΥ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς

Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί στις 4 Ιουνίου 1975, στην εξηκοστή σύνοδό της.

Αφού αποφάσισε να αποδεχτεί διάφορες προτάσεις σχετικές με την αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού: επαγγελματικός προσανατολισμός και εκπαίδευση, ζήτημα που αποτελεί το έκτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου.

Αφού αποφάσισε ότι οι προτάσεις αυτές θα πάρουν τη μορφή διεθνούς σύμβασης.

Αποδέχεται σήμερα 23 Ιουνίου 1975, την παρακάτω σύμβαση που θα αναφέρεται ως «σύμβαση για την αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού» 1975.

Άρθρο 1

1. Κάθε μέλος θα πρέπει να υιοθετεί και να αναπτύσσει πλήρη και συνδυασμένα προγράμματα και πολιτικές επαγγελματικού προσανατολισμού και εκπαίδευσης καθιερώνοντας κυρίως χάρη στις δημόσιες υπηρεσίες απασχόλησης, μία στενή σχέση ανάμεσα στον επαγγελματικό προσανατολισμό και εκπαίδευση και την απασχόληση.

2. Αυτές οι πολιτικές και αυτά τα προγράμματα θα πρέπει να λαμβάνουν υπόψη:

α) τις ανάγκες, δυνατότητες και τα προβλήματα όσο αφορά την απασχόληση σε επίπεδα τόσο περιφερειακά όσο και εθνικά·

β) το στάδιο και το επίπεδο της οικονομικής, κοινωνικής και μορφωτικής ανάπτυξης·

γ) τις σχέσεις που υπάρχουν ανάμεσα στους στόχους αξιοποίησης του ανθρώπινου δυναμικού και στους άλλους οικονομικούς, κοινωνικούς και μορφωτικούς στόχους.

3. Αυτές οι πολιτικές και αυτά τα προγράμματα θα εφαρμόζονται με μεθόδους προσαρμοσμένες στις εθνικές συνθήκες.

4. Αυτές οι πολιτικές και αυτά τα προγράμματα θα πρέπει να στοχεύουν στη βελτίωση της ικανότητας του ατόμου να κατανοεί το περιβάλλον της εργασίας και το κοινωνικό περιβάλλον και να επιδρά πάνω σ' αυτά ατομικά και συλλογικά.

5. Αυτές οι πολιτικές και τα προγράμματα θα πρέπει να ενθαρρύνουν και να βοηθούν όλα τα πρόσωπα, σε ίση βάση και χωρίς καμία διάκριση στην ανάπτυξη και χρησιμοποίηση των επαγγελματικών τους ικανοτήτων για δικό τους όφελος και σύμφωνα με τις επιδιώξεις τους, εφ' όσον ληφθούν υπόψη οι ανάγκες της κοινωνίας.

Άρθρο 2

Για να πετύχουν οι παραπάνω σκοποί, κάθε μέλος θα πρέπει να εκπονεί και να τελειοποιεί ανοικτά ελαστικά και συμπληρωματικά συστήματα γενικής, τεχνικής και επαγγελματικής εκπαίδευσης ανεξάρτητα του αν οι δραστηριότητες αυτές γίνονται μέσα ή έξω από το σχολικό σύστημα.

Άρθρο 3

1. Κάθε μέλος, θα πρέπει να επεκτείνει προοδευτικά τα συστήματα του επαγγελματικού προσανατολισμού και τα συστήματα της συνεχούς ενημέρωσης πάνω στην απασχόληση, προκειμένου να εξασφαλιστεί η πλήρης ενημέρωση και ένας όσο το δυνατό ευρύτερος προσανατολισμός στα παιδιά, τους εφήβους και ενήλικες, αφού περιληφθούν κατάλληλα προγράμματα για τους αναπήρους.

2. Αυτή η ενημέρωση και αυτός ο προσανατολισμός θα πρέπει να καλύπτουν την επιλογή ενός επαγγέλματος, την επαγγελματική εκπαίδευση και τις σχετικές μ' αυτή δυνατότητες εκπαίδευσης, την κατάσταση της απασχόλησης και τις προοπτικές απασχόλησης, τις δυνατότητες εξέλιξης, τις συνθήκες εργασίας, την ασφάλεια και την υγιεινή της εργασίας και τις άλλες απόψεις της ενεργού ζωής στους διάφορους τομείς οικονομικής, κοινωνικής και πολιτιστικής δραστηριότητας σ' όλα τα επίπεδα υπευθυνότητας.

3. Αυτή η ενημέρωση και αυτός ο προσανατολισμός θα πρέπει να συμπληρώνονται με ενημέρωση πάνω στις γενικές απόψεις των συλλογικών συμβάσεων και των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων όλων των ενδιαφερόμενων μερών, σύμφωνα με την εργατική νομοθεσία, η τελευταία αυτή ενημέρωση θα πρέπει να διασφαλίζεται σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και πρακτική εφ' όσον ληφθούν υπόψη τα αντίστοιχα καθήκοντα και εργασίες των ενδιαφερόμενων εργατικών και εργοδοτικών οργανώσεων.

Άρθρο 4

Κάθε μέλος θα πρέπει να επεκτείνει προοδευτικά και να εναρμονίζει τα διάφορα συστήματα του επαγγελματικού προσανατολισμού για να ανταποκριθεί στις ανάγκες των εφήβων και ενηλίκων σ' όλη τη διάρκεια της ζωής τους, σ' όλους τους τομείς της οικονομίας, σ' όλους τους κλάδους οικονομικής δραστηριότητας και σ' όλα τα επίπεδα επαγγελματικής ειδίκευσης και υπευθυνότητας.

Άρθρο 5

Οι πολιτικές και τα προγράμματα επαγγελματικού προσανατολισμού και εκπαίδευσης θα εκπονούνται και θα εφαρμόζονται σε συνεργασία με τις εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις και ενδεχομένως, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και πρακτική, με άλλους ενδιαφερόμενους οργανισμούς.

Άρθρο 6

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Άρθρο 7

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που η επικύρωσή τους θα έχει καταχωρισθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση από τον Γενικό Διευθυντή των επικυρώσεων δύο μελών.

3. Στη συνέχεια, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε μέλος, δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτή.

Άρθρο 8

1. Κάθε μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση θα μπορεί να την καταγγείλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται για καταχώριση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας.

Η καταγγελία θα ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώρισή της.

2. Κάθε μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση και δεν ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται σ' αυτό το άρθρο, μέσα σε ένα χρόνο από τη λήξη της δεκαετίας που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο θα δεσμεύεται για μία καινούργια δεκαετία και στη συνέχεια, θα μπορεί να καταγγέλλει αυτήν τη σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

Άρθρο 9

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί στα μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα μέλη της οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισημαίνει στα μέλη της οργάνωσης την ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η σύμβαση αυτή.

Άρθρο 10

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 11

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση πάνω στην εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει άν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της συνδιάσκεψης θέμα ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 12

1. Σε περίπτωση που η συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά τη σύμβαση αυτήν και εφ' όσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) η επικύρωση, από ένα μέλος, της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, και ανεξάρτητα από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 8, την άμεση καταγγελία αυτής της σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι, θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση·

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα μέλη να επικυρώσουν αυτήν τη σύμβαση.

2. Η σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε ισχύ, με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δε θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 13

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι εξίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς αυτού του νόμου, αρχίζει από την ημέρα δημοσίευσής του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης που κυρώνεται με το νόμο αυτόν από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων που προβλέπονται στο άρθρο 7 παρ. 3 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 31 Μαΐου 1989

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣ/ΤΩΝ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 1 Ιουνίου 1989

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΙΑΝΝΗΣ ΣΚΟΥΛΑΡΙΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ